

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 30 (2003)
Heft: 5

Artikel: Conseil fédéral : Adieu, Kaspar Villiger!
Autor: Crivelli, Pablo
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911885>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Adieu, Kaspar Villiger!




Keystone Press

Une carrière en dents de scie

Elu en février 1989 au poste d'Elisabeth Kopp après la démission de celle-ci, Villiger – ingénieur de formation et fabricant, pendant des années, de bicyclettes et de cigares – commence par diriger le département de la Défense, puis passe à celui des Finances pendant huit ans. Il est deux fois président de la Confédération, en 1995 et 2002. A la Défense, il pilote la réforme de l'armée (Armée 95), devenue nécessaire après la chute du Mur de Berlin. Lors de son passage au Département de la défense, Villiger doit affronter la question difficile des organisations secrètes P 26 et P 27. Le succès obtenu contre l'initiative populaire pour l'abolition de l'armée est assombri en partie par le rejet, en votation, du projet de constituer un bataillon de casques bleus (1994). Aux Finances, le bilan est mitigé. Bien qu'il ait prêché mainte fois la rigueur financière, Villiger laisse une dette publique de 122 milliards de francs, soit 35 milliards de plus que celle héritée de son prédécesseur, le socialiste Otto Stich. A ce propos, il convient de dire, à la décharge de Villiger, que le Parlement ne lui a pas toujours rendu la vie facile. Le Lucernois s'en ira donc sans avoir assaini les caisses de l'Etat, comme il en avait l'intention. Pourtant le conseiller fédéral a remporté divers succès, notamment la défense du secret bancaire au cours des négociations bilatérales II avec l'Union européenne. En tant que président de la Confédération, le point culminant de sa carrière aura sans doute été le jour où, devant l'assemblée générale de l'ONU, il a pu annoncer l'adhésion pleine et entière de la Suisse à cette institution.

Un avenir incertain

Interrogé par les journalistes quant à son avenir à partir de janvier 2004, Villiger répond n'avoir pas encore de plans concrets, vu que son agenda est si chargé qu'il n'a pas encore eu le temps d'y réfléchir. De toute façon, dit-il, il est probable que «vous ne me verrez plus en public». Les plus chanceux pourront peut-être le croiser sur sa bicyclette, à avaler les kilomètres dans le Val Verzasca.

Pablo Crivelli 

Traduit de l'italien.

Le conseiller fédéral Kaspar Villiger quitte l'arène politique.

Après presque quinze ans au gouvernement, le chef du Département des finances, Kaspar Villiger, prendra sa retraite à la fin de l'année.

LA DÉCISION de ne pas se présenter pour un nouveau mandat n'a surpris personne. L'année dernière, nombreux étaient ceux qui le voyaient déjà s'en aller en même temps que la conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss. Mais après réflexion, le ministre lucernois des Finances déclara publiquement vouloir rester jusqu'à la fin de 2003 pour boucler quelques dossiers qui lui tenaient particulièrement à cœur. Mardi 16 septembre, le grand jour était arrivé: le président de l'Assemblée fédérale, Yves Christen,

informe les députés de la lettre qu'il a reçue de Villiger et où le ministre radical exprime son intention de quitter l'exécutif. Lors de la conférence de presse consécutive, le conseiller fédéral de 62 ans dresse un bilan positif de son action de ministre, même si les choses, reconnaît-il, n'ont pas toujours été dans le bon sens. A propos de son style politique, le conseiller fédéral déclare avoir toujours agi avec respect, «surtout pour ne pas offenser les minorités dans la recherche du consensus et de solutions constructives». Cela explique la popularité de Villiger et les commentaires flatteurs du monde politique, qui loue son abnégation, sa connaissance des dossiers, son sérieux et sa capacité de dialoguer et de trouver des compromis. Sans dialogue, affirme Villiger, impossible de faire de la politique dans un pays aussi hétérogène que la Suisse, culturellement parlant.